

NATIONS
UNIES



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/77
29 février 1988

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 26 février 1988^{fr} adressée au Secrétaire général adjoint
aux droits de l'homme par le Représentant permanent des Etats-Unis
d'Amérique auprès de l'office des Nations Unies à Genève

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander de bien
vouloir faire distribuer le texte ^{tf} la lettre ci-jointe en tant que document
de la Commission des droits de l'homme, au titre du point 12 de l'ordre du
jour.

(Signé) Joseph Carlton PETRONE
Ambassadeur

Annexe

Prison de Habana del Este
La Havane
Cuba

Février 198B

Monsieur Armando Valladares Perez
Ambassadeur
Delegation des Etats-Unis
Quarante-quatrième session de la
Commission des droits de l'homme
Genève
Suisse

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous formons un groupe de prisonniers politiques, les "plantados", et sommes très préoccupés par une série d'événements dont le premier a été, le 15 septembre 1987, la visite surprise dans notre section d'un journaliste portugais, Eugenio Alves, venu en compagnie d'agents du contre-espionnage et de représentants des autorités pénitentiaires. Nous estimons qu'il est de notre devoir de vous avertir des machinations et des manoeuvres auxquelles il a été procédé depuis cette date.

Nous souhaitons vous informer de ce qui suit :

- 1) Comme vous le savez déjà, nous (les plantados) avons été placés dans l'aile nord de la quatrième section du bâtiment I, à la prison de Habana del Este (Combinado del Este); ce lieu a été aménagé spécialement pour une "mascarade" organisée par les plus hauts responsables du Ministère de l'intérieur à l'intention des visiteurs étrangers qu'ils avaient l'intention d'inviter avant et peut-être pendant la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme. Leur objectif est de donner une image - complètement fausse -, de ce que nos conditions de détention ont été, sont et continueront d'être.
- 2) Pour la première fois depuis près de 30 ans qu'existent les prisons politiques que vous connaissez si bien, le régime a autorisé des délégations étrangères à nous rendre visite, dans l'intention diabolique de leur montrer comment nous sommes traités - comme s'il en avait toujours été ainsi - et d'assurer la diffusion dans le monde d'impressions qui sont fausses.
- 3) Le régime n'a pas autorisé d'autres délégations internationales intéressées comme celles de la Commission argentine des droits de l'homme, de la Croix-Rouge internationale, d'Amnesty International, entre autres, à nous rendre visite.

4) Nous avons été très frappés par le fait que la plupart de nos visiteurs se sont montrés très désireux de connaître nos conditions de vie d'alors sans s'intéresser à ce qu'elles pouvaient être quelques mois auparavant ni à la manière dont étaient encore traités d'autres prisonniers politiques dans la même prison. Nous avons eu beaucoup de mal à leur faire entendre notre témoignage au sujet des violations des droits de l'homme dont nous avons été victimes avant d'être transférés dans cette "vitrine" conçue par le régime (nous nous devons de souligner - et c'est bien volontiers que nous le faisons - l'attitude chaleureuse et réceptive de la mission venue des Etats-Unis sous la conduite du parlementaire démocrate Bruce Morrison, dont tous les membres ont écouté nos plaintes avec la plus grande attention et ont pu ainsi savoir quelle était réellement notre existence en prison).

5) Nous n'avons pas moins été frappés par l'insistance que nos visiteurs ont mise à nous filmer et à nous photographier dans ce contexte. Si nous les avons laissé faire, nous aurions rendu la farce crédible. A titre d'exemple, nous tenons à mentionner ce qui suit :

A) Sylvia Stevens, Anglaise, a déclaré qu'elle faisait partie du personnel de la chaîne de télévision Channel 3 (Londres) quand elle s'est présentée à nous lors de sa visite du 17 novembre dernier. Elle a déclaré vouloir montrer notre situation réelle et réfuter un article qui avait paru dans le Miami Herald à ce sujet. Pour ce faire, elle avait besoin d'illustrations. Nous avons refusé de coopérer, elle s'en est offensée et plus encore lorsque nous lui avons suggéré de filmer les locaux où nous avons été longtemps détenus. Mlle Stevens est revenue plusieurs heures après avec un cameraman. Nous avons porté son irritation à son comble lorsque nous avons de nouveau refusé qu'elle nous filme ou nous photographie.

B) Amanda Costello, Brésilienne, coprésidente de l'Organisation internationale contre la torture, dont le siège est à Milan, en Italie, a enregistré notre témoignage au cours d'une visite qu'elle a faite à la prison le 18 septembre 1987. Lors d'une seconde visite, le 27 janvier 1988, elle a admis qu'elle n'avait toujours pas publié nos déclarations, insistant, comme elle l'avait fait la première fois, sur le fait que sans photographie elles étaient sans valeur. A ces deux occasions, nous avons été déconcertés par l'importance qu'elle accordait à notre apparence physique sans se préoccuper de notre état de santé. Quand elle est partie, elle a déclaré : "Je ne reviendrai que si vous me laissez prendre des photographies".

C) La dernière délégation qui nous a rendu visite était composée des ressortissantes irlandaises Mary Benotti, membre du Parlement européen, et Evelyn Geldoff, correspondante à Cuba de divers journaux européens : The Guardian (Londres), O Expresso (Lisbonne), Irish Times (Irlande). Cette délégation souhaitait parler à divers prisonniers politiques, parmi lesquels Juan A. Berto Valdis Teran, âgé de 71 ans. Après avoir passé un petit moment à nous poser des questions et à nous enregistrer, elles ont quitté notre quartier, pressées par les représentants du Ministère, et se sont rendues dans un autre bâtiment (en direction de Pinal) afin de rencontrer Valdis Teran dans la salle du protocole.

L'entretien s'est déroulé hors de notre présence et a été surveillé au moyen d'un système d'enregistrement sonore et vidéo installé par les services de sécurité de l'Etat. A la fin de cet entretien, très courtois, Valdes Teran

n'a pas voulu contrarier ses visiteuses qui avaient fait preuve d'une grande gentillesse; il a donc accepté d'interpréter deux de ses chansons et s'est laissé photographier.

D) Nous sommes absolument certains que les autorités supérieures du Ministère de l'intérieur, se conformant à des ordres venus de plus haut encore, ont adopté une stratégie systématique qui consiste à multiplier les occasions de nous filmer et de nous photographier à l'intérieur ou à l'extérieur de ce cadre créé de toutes pièces. Ils cherchent à affaiblir ou à discréditer les arguments de ceux qui dénoncent l'effroyable situation des prisonniers politiques cubains dont depuis 30 ans les droits de l'homme les plus élémentaires sont constamment violés. Cette stratégie revêt notamment les aspects suivants :

I. a) Les malades et les infirmes sont soignés à l'hôpital, par des spécialistes, parfois sans que cela soit nécessaire (par exemple un malade a été transporté en Allemagne de l'Est pour y recevoir des soins orthopédiques). Dans les cas (si rares qu'on peut les compter) où les autorités ont autorisé la confection de chaussures orthopédiques - ces chaussures sont indispensables pour la plupart d'entre nous - le spécialiste est toujours venu à la prison. Maintenant on nous dit que nous devons aller nous-mêmes au centre orthopédique parce que le spécialiste ne peut plus se déplacer. La majeure partie d'entre nous a besoin d'une assistance médicale que seuls peuvent assurer les hôpitaux d'un certain niveau. Nous accueillons avec surprise et méfiance les soins qui nous sont donnés depuis quelque temps dans des hôpitaux de ce type, car jamais auparavant, sauf à de très rares exceptions, nous n'avons pu jouir du droit fondamental que tout homme devrait avoir de bénéficier des soins que son état exige.

Les véhicules qui nous transportent sont garés en des points centraux, de façon à ce que les détenus malades puissent les emprunter pour se rendre dans les centres médicaux.

On nous offre une boisson fraîche, comme si le Ministère l'imposait, à notre arrivée dans ces centres.

Les autorités insistent pour que nous portions des vêtements civils et non des pyjamas comme jusqu'à présent. Pourtant, on nous dénie le droit de porter des vêtements civils en permanence comme il sied à des prisonniers politiques.

I. b) Certains d'entre nous sont amenés chez eux pour y voir des membres de leur famille qui, en raison de handicaps ou d'autres empêchements, ne sont pas en mesure de leur rendre visite à la prison (le texte n'est pas clair ici mais il semble qu'il faille lire), ce qui ne se faisait pas même en cas de maladie grave ou de décès d'un parent ou d'un enfant. Nous précisons qu'il est parfois arrivé qu'un prisonnier soit conduit juste à temps auprès d'un membre de sa famille très gravement malade ou pour se recueillir quelques instants auprès du corps, grâce à l'"esprit de dialogue".

II. Du matériel photographique a été introduit en cachette dans notre quartier, dissimulé dans des valises, des outils ou des vêtements, afin de recueillir des images des prisonniers et de leur cadre de vie. Cette démarche secrète visant à nous photographier à tout prix a atteint son point culminant

en février, lorsque le capitaine Raul Rodriguez, qui travaillait dans notre section depuis quelques jours seulement, a apporté un appareil photographique dans une valise qu'il avait l'habitude de porter. M. Rodriguez s'est adressé au lieutenant Montarro, l'officier responsable de notre section. L'un de nos camarades a clairement vu le capitaine Rodriguez diriger l'appareil sur un prisonnier auquel un autre militaire expliquait le fonctionnement du microphone d'un magnétophone portatif (propriété du capitaine Rodriguez). Le même jour, dans le patio entouré de murs et ... (texte illisible) à notre intention sur le toit en terrasse du bâtiment que nous occupons, les soldats ont photographié ou ont essayé de photographier ou de filmer tous ceux d'entre nous qui se trouvaient là. Nous avons protesté auprès du major Manuel Sanchez, sous-directeur de la prison chargé des prisonniers politiques. Le major Sanchez n'a pas nié les faits mais il nous a assurés qu'ils ne se reproduiraient plus. Le lieutenant Montarro, qui était présent, a reconnu que le capitaine Rodriguez avait procédé à certaines "manipulations étranges" à son insu, essayant ainsi de nous faire croire qu'il ignorait les activités secrètes que nous avions découvertes.

Nos craintes et nos soupçons sont fondés sur les machinations et les manoeuvres que nous vivons quotidiennement et qui ressemblent beaucoup à celles qui ont accompagné la mascarade de 1979, quand le "dialogue" a fait son apparition, entraînant la libération de certains prisonniers politiques. Ce qu'on ne sait pas, c'est ce qui est arrivé aux autres, autrement dit à nous, et combien d'années il a fallu pour que notre effroyable situation soit portée à l'attention de l'opinion publique mondiale.

Les photographies et les films pris dans ce "théâtre" conçu par le régime seraient utilisés pour donner une image fausse de notre praesidium à la Commission de Genève ou à toute autre instance de ce genre. C'est pourquoi nous avons refusé d'être filmés ou photographiés.

Nous sommes convaincus que ce document vous aidera, ainsi que la délégation que vous présidez dans l'honneur et la dignité, à dénoncer la fausseté des arguments qu'avance la délégation de Castro au sujet de notre situation en s'appuyant sur des films et des photos préparés par le Ministère de l'intérieur à l'intention de la quarante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme.

Nous vous reconnaissons comme notre authentique et fraternel représentant. Nous sommes les membres du praesidium politique cubain historique des plantados.

"Il appartient au monde de révéler la vérité et non de la dissimuler".,

José Martí
Prison de Habana del Este
La Havane
Cuba